

505LN16819

4562

(1942)

A

Charges patronales des Economats.

(s) C.A. 29. 7.42 10 VIII

~~C.A. 34.10.51 14 VIII c)~~

Charges patronales des Economats.

29 juillet 1942

4562

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 29 juillet 1942

Charges patronales des éconômats. -

QUESTION VIII - Compte rendu des opérations de la
Caisse des Retraites pendant l'année 1941. -

Pas de P.V.
Sténo (p.10)

M. GRIMPRET

Le Rapport de la Commission d'examen des comptes, qui a été distribué également aux membres du Conseil, ne fait état que de détail. d'observations. Il relève notamment que les règles suivies ne sont pas les mêmes en ce qui concerne le personnel des éconômats de l'Ouest et du Sud-Ouest et celui de l'éconômât de l'Est.

M. LIAUD. - Je voudrais attirer l'attention du Conseil sur l'observation que vient de présenter M. le Président GRIMPRET en ce qui concerne le personnel des éconômats. La Commission de Vérification des Comptes a émis un vœu tendant à ce que les éconômats Ouest et Sud-Ouest ne versent plus la dotation patronale forfaitaire de 15%, mais, comme l'éconômât Est, remboursent à la S.N.C.F. la dotation patronale réelle par répartition de l'ensemble des charges patronales, soit actuellement 22 à 23%. Il en résulterait une charge supplémentaire pour les éconômats et, dans les circonstances actuelles, je crois que cela ne serait pas très indiqué. Je demanderai à M. le Président de bien vouloir examiner cette question avec la plus grande bienveillance comme il l'a fait d'ailleurs en ce qui concerne le taux d'intérêt des sommes prêtées par la S.N.C.F. aux éconômats.

.....

M. GRIMPRET

En ce qui concerne les charges patronales des éconômats, il me semble difficile de maintenir des errements différents selon les éconômats.

M. de TARDE.- La question soulevée par M. LIAUD pose un problème général, celui de savoir quel sera le statut des éconômats. C'est un point qui présente une grande importance. L'une des raisons pour lesquelles les éconômats sont tenus en suspicion par les Comités d'organisation du commerce, c'est qu'on considère, à tort ou à raison, qu'ils bénéficient d'avantages spéciaux. J'ai demandé qu'on se livre à une étude très approfondie pour savoir quelle est exactement la situation des éconômats à tous les points de vue : charges patronales, charges fiscales, dépenses de personnel, charges sociales, conditions de paiement, frais de loyers, etc... Cette étude est poursuivie en ce moment-ci et ce n'est que lorsque nous aurons

pu examiner l'ensemble de la question que nous pourrons trancher ce point particulier. En tout état de cause, j'ai posé le principe au Conseil d'Administration de l'Economat, et ce dans l'intérêt même du personnel, que les Economats doivent être traités, au point de vue des charges, sur le même pied que les commerçants, afin de faire la preuve que la gestion de l'Economat est bonne et qu'elle permet, sans qu'il ~~xxx~~ soit alloué des avantages particuliers, de faire bénéficier le personnel de prix inférieurs à ceux du commerce. Sur ce point, le Conseil de l'Economat a été unanime.

M. LE PRÉSIDENT.- La question ne pourra être tranchée qu'une fois cette étude terminée. Mais il est d'ores et déjà certain qu'il n'y a aucune raison pour que les charges patronales des éconômats ne soient pas, maintenant qu'ils sont fusionnés, calculées sur les mêmes bases.

M. de TARDE.- Il y a aussi des différences dans d'autres domaines.

M. LIAUD. - L'économat de la S.N.C.F. est un service social. La S.N.C.F. a tout de même le droit d'aider ses économats.

M. GRIMPET. - Pas de cette façon-là.

M. LIAUD. - Si on retire aux économats les avantages consentis par les anciens Réseaux, à ce moment-là la S.N.C.F. ne participera plus à ce service social.

M. de TARDE. - Il faut voir clair et unifier les régimes des divers Economats. Il est curieux de constater que certains économats bénéficient, même au point de vue frais de transports, de conditions spéciales. Il faut voir dans quelles limites et dans quels domaines la S.N.C.F. peut consentir des avantages spéciaux aux économats. Mais on ne pourra prendre une décision à ce sujet que lorsqu'on sera en possession de toutes les données du problème.

Le Conseil approuve le compte rendu.

.....

505 LN 168 / 10

4562

(1943)

X

Report dans le magasin du Petit Matériel au Landy
du magasin de gros de l'économat situé actuellement
à La Chapelle

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.

29.II.43

Report, dans le magasin du Petit Matériel au Landy, du magasin de gros de
l'Economat situé actuellement à La Chapelle.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 29 novembre 1943

Région du Nord

C O P I E

Le Landy

Report, dans le magasin du Petit
Matériel, du magasin de gros de
l'Economat situé actuellement à
La Chapelle

Ve 39-272 003-1
18

Monsieur le Ministre,

D. 3341-0

J'ai l'honneur de soumettre, ci-joint, à votre approbation,
en deux exemplaires, un projet relatif au report au Landy, dans le
magasin du Petit Matériel, du magasin de gros de l'Economat situé
actuellement à La Chapelle.

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production
Industrielle et aux Communications.-

Ce projet, évalué en principal à 3 M. 9, figurera au Programme Ordinaire du budget de premier établissement de 1944.

Je vous serais obligé de me renvoyer, après décision, un exemplaire du projet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.